



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens:

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

### **Au premier trimestre de 2007, l'activité économique a augmenté de 0,6 p.c. Grâce à une croissance encore soutenue au quatrième trimestre, l'activité économique a progressé de 3,0 p.c. sur l'ensemble de l'année 2006.**

Ce mercredi 25 avril 2007, l'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse le résultat de l'estimation flash de la croissance économique du premier trimestre de l'année 2007. Simultanément, l'ICN publie également les comptes du [quatrième trimestre](#) et de l'ensemble de l'[année 2006](#), qui, pour la première fois, intègrent les comptes des administrations publiques, ainsi que le [tableau emplois-ressources](#) relatif à l'année 2003.

#### 1. Estimation flash de la croissance économique du premier trimestre de 2007

Selon l'estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), la croissance économique a légèrement ralenti **au premier trimestre de l'année 2007**. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,6 p.c. par rapport au trimestre précédent. A un d'écart, la croissance reste robuste, malgré un léger tassement (2,8 p.c., contre 3,0 p.c. au quatrième trimestre de 2006).

#### 2. Comptes du quatrième trimestre de 2006

La croissance économique s'était déjà légèrement repliée, mais était restée soutenue **au quatrième trimestre de l'année 2006**. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,7 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, ce résultat se traduit par un léger ralentissement de la croissance, qui a atteint 3,0 p.c., contre 3,3 p.c. au troisième trimestre de 2006.

La progression de la valeur ajoutée s'est ralentie dans la construction (0,7 p.c. par rapport au trimestre précédent, contre 2,1 p.c. au troisième trimestre de 2006). Dans l'industrie et les services, la croissance s'est également repliée, tout en demeurant largement positive (respectivement, 0,6 et 0,5 p.c.).

L'activité économique a été soutenue par la demande extérieure, les exportations de biens et services progressant de 2,7 p.c. par rapport au trimestre précédent. La demande intérieure, en revanche, n'a augmenté que de 0,4 p.c. Les dépenses des ménages sont principalement à l'origine de ce tassement, que ce soit la consommation privée (0,3 p.c.) ou les investissements en logements (0,9 p.c.). La forte baisse des investissements publics (-36 p.c.) est, pour sa part, attribuable à des ventes de bâtiments publics, dont on retrouve une contrepartie dans les investissements des entreprises, en forte progression (5,6 p.c.).

Au quatrième trimestre de 2006, le nombre de travailleurs s'est accru de 0,3 p.c. par rapport au trimestre précédent. A un an d'écart, l'augmentation de l'emploi a atteint 1,4 p.c., soit plus de 58 000 personnes.

Comme c'est traditionnellement le cas au quatrième trimestre, les administrations publiques ont dégagé un solde de financement positif, qui a atteint 6,3 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs, en augmentation de presque 2 milliards par rapport à un an plus tôt. Ce résultat est toutefois favorablement influencé par des facteurs non récurrents affectant aussi bien les recettes que les dépenses.

### 3. Comptes de l'ensemble de l'année 2006

**En 2006**, l'activité économique belge a bénéficié d'un environnement largement favorable: une croissance des marchés à l'exportation, une monnaie stable, un ralentissement de la progression des prix pétroliers, des taux d'intérêt à long terme bas et des cours boursiers en hausse. Dans ce contexte porteur, la croissance économique a doublé par rapport à l'année précédente. Sur l'ensemble de l'année 2006, le PIB a augmenté en volume de 3,0 p.c., soit le taux le plus élevé depuis le début de la décennie.

Ce chiffre est corrigé des effets de calendrier. En termes bruts, la croissance s'est élevée à 3,2 p.c. en 2006.

Hormis l'agriculture, toutes les branches d'activité ont contribué à la reprise de la croissance économique en 2006. Avec une progression de 7,7 p.c., la construction a été la branche la plus dynamique. Après avoir stagné en 2005, l'industrie a retrouvé une bonne vigueur en 2006, à hauteur de 2,4 p.c. La croissance des services s'est également accélérée, atteignant 2,8 p.c., contre 1,7 p.c. l'année précédente.

La croissance économique observée en 2006 a reposé sur toutes les composantes de la demande, qu'il s'agisse de la demande intérieure (consommation privée, consommation publique, investissements, variation des stocks) ou extérieure (exportations).

En ce qui concerne les dépenses intérieures, l'année 2006 a été marquée par la croissance de la formation brute de capital fixe des entreprises (6,6 p.c. en termes réels). Le renouvellement et l'extension du capital ont été encouragés par la forte augmentation de la production, tant dans l'industrie que dans les services. La décision d'investir a en outre été facilitée par des conditions de financement favorables, les taux d'intérêt s'étant maintenus à un niveau historiquement bas et le recours au capital à risque par l'émission d'actions étant devenu moins onéreux sous l'effet de la hausse des cours boursiers.

Encouragés par le niveau toujours bas des taux d'intérêt hypothécaires et par l'augmentation importante des prix immobiliers sur le marché secondaire, les particuliers ont augmenté de 4,7 p.c. leurs dépenses d'investissements en construction et rénovation de logements. Grâce à un pouvoir d'achat amélioré, ils ont également accru de façon substantielle leurs dépenses de consommation finale (2,5 p.c.).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont, pour leur part, renoué avec la croissance en 2006, mais celle-ci a été limitée, à 1,4 p.c.

Sur l'ensemble de l'année 2006, le volume des exportations de biens et services a progressé de 3,6 p.c., un peu plus rapidement que l'année précédente (3,1 p.c.), se redressant de façon marquée tout au long de l'année 2006. Soutenue par la reprise de l'activité dans la zone euro, la croissance à un an d'écart des ventes à l'étranger est ainsi passée de 1,8 p.c. au premier trimestre à 5,5 p.c. au quatrième. Etant donné leur haute teneur en produits importés, l'évolution des exportations s'est répercutée sur les importations de biens et services. La progression de ces dernières a en outre été renforcée par la vigueur de la demande intérieure en général et des investissements des entreprises en particulier. De l'ordre de 4,6 p.c., la croissance des importations a dès lors été supérieure à celle des exportations, entraînant une contribution négative du solde extérieur à la croissance du PIB (-0,7 point de pourcentage).

Reflétant avec un délai de deux à trois trimestres les évolutions de l'activité économique, le marché du travail a également connu une croissance appréciable tout au long de l'année 2006. Au total, l'emploi a augmenté de plus de 46 000 personnes en 2006, contre un peu moins de 41 000 en 2005.

Selon les derniers calculs de l'ICN, le solde de financement des administrations publiques établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs a présenté un surplus de 0.2 p.c. du PIB en 2006, en légère augmentation par rapport au 0,1 p.c. du PIB enregistré en 2005<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour un commentaire plus détaillé des données des administrations publiques pour l'année 2006, se référer au communiqué de presse du 30 mars 2007.

**AGRÉGATS TRIMESTRIELS****PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME***(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)*

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2004 I	2,3	0,6
II	2,9	1,1
III	3,1	0,9
IV	2,8	0,2
2005 I	1,9	-0,2
II	1,2	0,4
III	0,9	0,6
IV	1,7	1,0
2006 I	2,7	0,8
II	3,1	0,7
III	3,3	0,8
IV	3,0	0,7
<b>2007 I</b>	<b>2,8</b>	<b>0,6</b>

**PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT***(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

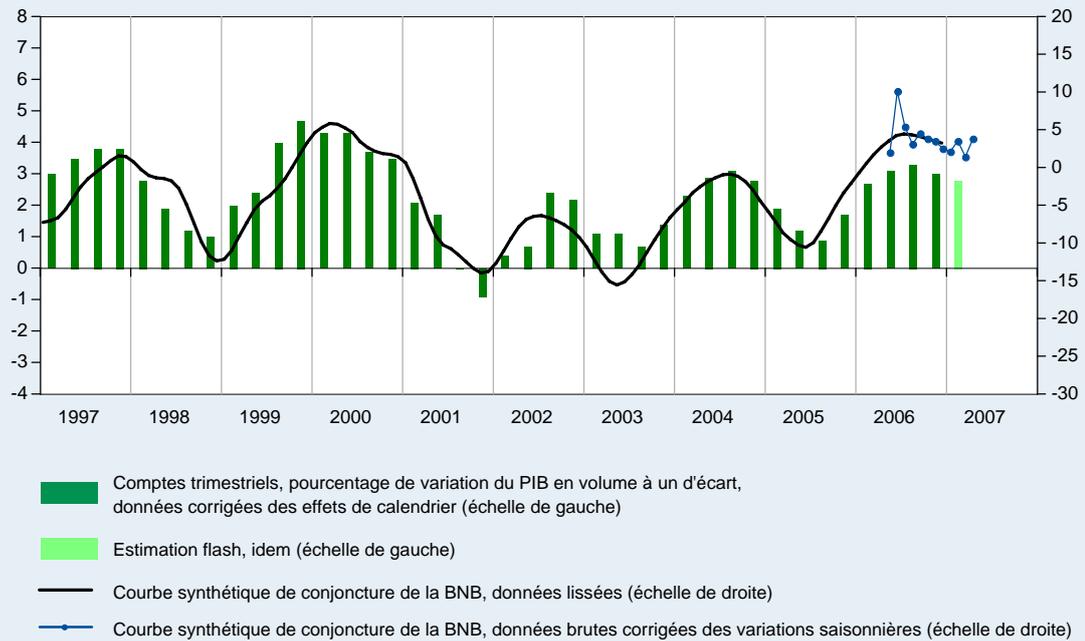
	2005				2006			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
<b>1. Valeur ajoutée</b>								
Industrie	-0,5	0,5	0,1	-0,1	0,8	1,3	0,9	<b>0,6</b>
Construction	-1,2	0,7	2,4	2,7	1,5	1,9	2,1	<b>0,7</b>
Services	-0,2	0,3	0,7	0,7	0,9	0,7	0,6	<b>0,5</b>
<b>2. Dépenses</b>								
Dépenses de consommation privée (1)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	0,5	0,7	<b>0,3</b>
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,5	-0,2	0,1	0,3	0,3	0,6	0,6	<b>0,5</b>
Formation brute de capital fixe totale	2,6	3,1	-2,2	0,1	3,4	2,0	1,6	<b>0,6</b>
entreprises	-0,1	4,2	-3,2	0,7	2,7	2,2	1,7	<b>5,6</b>
logements	-0,1	0,7	1,1	0,4	1,0	1,8	1,9	<b>0,9</b>
administrations publiques (2)	39,0	0,7	-2,8	-4,5	15,5	1,3	0,0	<b>-36,0</b>
Demande intérieure (hors stocks)	0,6	0,8	-0,3	0,6	1,2	0,8	0,9	<b>0,4</b>
Variations des stocks (3)	-0,4	0,2	0,8	0,5	-0,4	0,2	0,5	<b>-0,3</b>
Exportations de biens et services	0,2	0,5	0,1	1,1	-0,1	1,8	1,0	<b>2,7</b>
Importations de biens et services	0,4	1,2	0,4	1,5	-0,2	2,4	1,6	<b>2,1</b>
Exportations nettes de biens et services (3)	-0,2	-0,4	-0,2	-0,2	0,1	-0,4	-0,5	<b>0,6</b>
<b>3. Emploi</b>								
Nombre de travailleurs	0,4	0,3	0,1	0,1	0,4	0,4	0,3	<b>0,3</b>

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Les mouvements importants enregistrés dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques s'expliquent par des ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements.

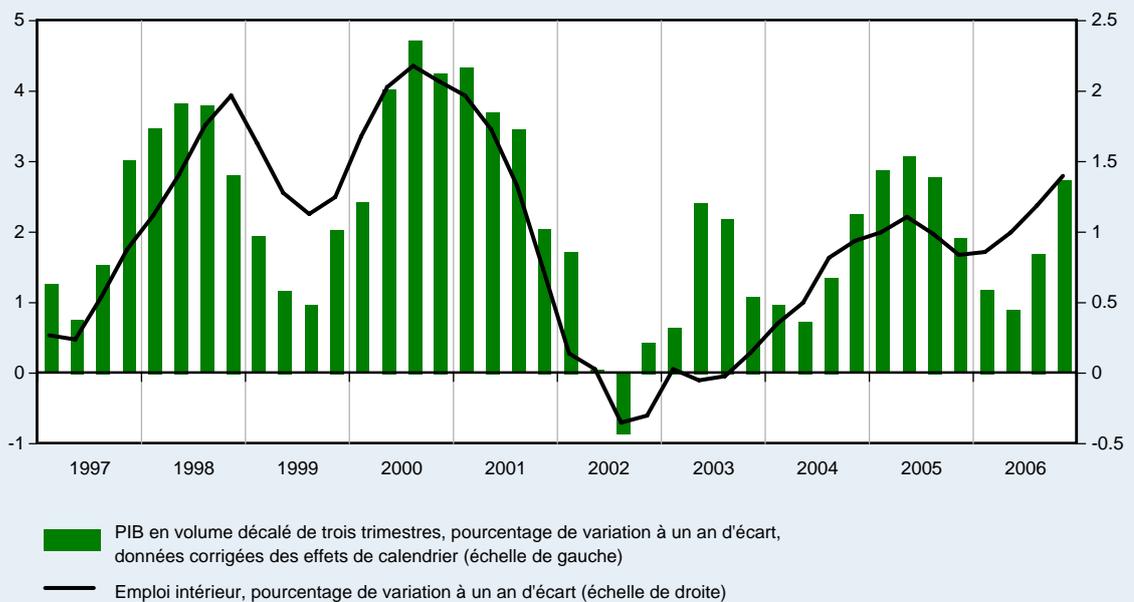
(3) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



Source: ICN

GRAPHIQUE 2 PIB ET EMPLOI



Source: ICN

**AGRÉGATS ANNUELS****EVOLUTION DES AGRÉGATS ANNUELS***(pourcentages de variation en volume par rapport à l'année précédente, données corrigées des effets de calendrier)*

	2004	2005	2006	p.m. 2006 bruts (3)
<b>Produit intérieur brut</b>	2,8	1,4	<b>3,0</b>	3,2
<b>1. Valeur ajoutée</b>				
Industrie	3,0	0,3	<b>2,4</b>	2,5
Construction	5,3	1,0	<b>7,7</b>	7,7
Services	1,7	1,7	<b>2,8</b>	2,9
<b>2. Dépenses</b>				
Dépenses de consommation privée (1)	1,4	1,1	<b>2,5</b>	2,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,1	-0,6	<b>1,4</b>	1,4
Formation brute de capital fixe totale	8,1	4,3	<b>5,7</b>	6,1
entreprises	8,4	3,4	<b>6,6</b>	7,3
logements	9,0	3,4	<b>4,7</b>	4,8
administrations publiques	2,9	13,6	<b>1,3</b>	1,2
Demande intérieure (hors stocks)	2,9	1,4	<b>2,9</b>	3,0
Variations des stocks (2)	0,2	0,5	<b>0,8</b>	0,9
Exportations de biens et services	5,9	3,1	<b>3,6</b>	3,9
Importations de biens et services	6,3	3,8	<b>4,6</b>	4,8
Exportations nettes de biens et services (2)	-0,1	-0,4	<b>-0,7</b>	-0,7
<b>3. Emploi</b>				
Nombre de travailleurs	0,6	1,0	<b>1,1</b>	1,1

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages

(2) Contribution à la variation annuelle du PIB

(3) Bruts : chiffres non corrigés des effets de calendrier